

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/N/ZAF/10

12 juin 1997

(97-2424)

Comité de l'agriculture

Original: anglais

NOTIFICATION

La délégation de l' Afrique du Sud a fait parvenir au Secrétariat le 4 juin 1997 les notifications ci-jointes concernant les mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction (tableau DS:2).

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud*Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:**Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction*

1) Désignation de la mesure:	Services généraux, Administration
2) Législation nationale:	Sans objet
3) Description de la mesure:	Assurer la gestion d'ensemble du Département de l'agriculture et fournir des services administratifs spécialisés (ce qui comprend une participation à la définition de la politique, des services de gestion et des services consultatifs, des services du personnel et des services financiers ainsi que des services juridiques). Il s'agit essentiellement des traitements du personnel qui assure la gestion d'ensemble du Département de l'agriculture et d'autres services administratifs de soutien qui contribuent à assurer l'exécution efficace de cette tâche.
4) Coût de la mesure:	53,515 millions de rand en 1995
5) Date d'entrée en vigueur:	Cette rubrique a toujours fait partie des frais généraux d'administration dans le budget du Département mais elle a été rangée à tort, pour la période de base, dans la catégorie des mesures de soutien non exemptées autres que par produit. Pour l'année 1995, elle est incluse en tant que mesure de la "catégorie verte".
6) Période d'application:	Voir le paragraphe 5) ci-dessus
7) Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés):	Tous

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud
Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:
Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de
l'engagement de réduction

1) Désignation de la mesure:

Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles, aide aux coopératives agricoles

2) Législation nationale:

Sans objet

3) Description de la mesure:

Bonification d'intérêt aux coopératives, pour fournir une aide aux coopératives agricoles ayant des difficultés financières à la suite de la sécheresse ou de revers économiques. Cette aide a pour objet de maintenir l'infrastructure de l'économie rurale dans des zones déterminées.

4) Coût de la mesure:

10 millions de rand en 1995/96

5) Date d'entrée en vigueur:

Exercice 1992/93

6) Période d'application:

1992/93 à 1996/97 (élimination progressive en 1995/96)

7) Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés):

Sans objet

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud*Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:**Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction***1) Désignation de la mesure:**

Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles, subventions au titre d'un programme d'aide spéciale aux apiculteurs

2) Législation nationale:

Sans objet (arrangements intérieurs)

3) Description de la mesure:

Indemniser les apiculteurs qui ont subi des pertes à la suite de l'infiltration d'abeilles pillardes du Cap pour les dédommager des dépenses nécessaires à la réinstallation des essaims détruits par ces abeilles.

4) Coût de la mesure:

0,488 million de rand en 1995

5) Date d'entrée en vigueur:

Exercice 1992/93

6) Période d'application:

1992/93 à 1995/96 (élimination progressive pendant l'exercice 1995/96)

7) Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés):

Miel

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud
Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:
Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de
l'engagement de réduction

1) Désignation de la mesure:

Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles, remboursement coordonné de dettes ingérables

2) Législation nationale:

Sans objet

3) Description de la mesure:

Fournir une aide aux agriculteurs qui ont suivi des pratiques financières et agricoles correctes mais qui ont accumulé des dettes ingérables à la suite de revers économiques et d'autres circonstances indépendantes de leur volonté, réaménager leurs dettes et placer ces agriculteurs sur la voie du rétablissement financier. Cette assistance est fournie par une action coordonnée de tous les financiers, qui est soutenue par les mesures que peut prendre l'Office de crédit agricole, par exemple en annulant des dettes et en rééchelonnant le versement d'intérêts, opérations financées par le gouvernement.

Les demandes sont évaluées quant au fond sur une base individuelle et sur une base conjointe et coordonnée par tous les créanciers et par le débiteur en cause, dans le cadre du Comité mixte local et de l'Office de crédit agricole.

L'aide est assujettie à une étude de viabilité et elle est fonction de la durabilité et de la viabilité des opérations du producteur.

4) Coût de la mesure:

1,175 million de rand en 1995

5) Date d'entrée en vigueur:

Exercice 1992/93

6) Période d'application:

1992/93 à 1995/96 (élimination progressive en 1995/96)

7) Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés):

Sans objet

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud*Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:**Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction*

1)	Désignation de la mesure:	Versements directs aux producteurs, logement des travailleurs agricoles
2)	Législation nationale:	Sans objet
3)	Description de la mesure:	<p>Améliorer les conditions de vie des travailleurs agricoles. A l'avenir, ces programmes feront partie du programme de reconstruction et de développement du gouvernement visant à améliorer les conditions de vie des travailleurs agricoles. Le programme comprend le subventionnement des dépenses de construction de logements destinés aux travailleurs agricoles ainsi qu'une bonification d'intérêt pour les prêts consentis au titre du logement. Cette aide comprend des services d'infrastructure tels que l'approvisionnement des ménages en eau et en électricité.</p>
4)	Coût de la mesure:	20,795 millions de rand en 1995
5)	Date d'entrée en vigueur:	Exercice 1990/91
6)	Période d'application:	1990/91 à 1995/96
7)	Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés):	Sans objet

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud
Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:
Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de
l'engagement de réduction

1)	Désignation de la mesure:	Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles, subventions au titre de dégâts causés par l'incendie
2)	Législation nationale:	Sans objet
3)	Description de la mesure:	Des subventions ont été accordées pour la reconstruction de clôtures, des activités de conservation des sols, des incitations à la réduction du cheptel, la reconstitution de l'infrastructure, l'approvisionnement en eau ainsi que des primes pour le coût du transport d'aliments pour les animaux.
4)	Coût de la mesure:	1,768 million de rand en 1995/96
5)	Date d'entrée en vigueur:	Exercice 1991/92
6)	Période d'application:	1991/92 à ce jour
7)	Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés):	Pâturages naturels

Tableau DS:2

SOUTIEN INTERNE: Afrique du Sud*Notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord:**Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction***1) Désignation de la mesure:**

Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles, subventions visant à éviter une mise sous séquestre.

2) Législation nationale:

Remboursement des dettes au titre de l'article 22 et de l'article 21

3) Description de la mesure:

D'après les garanties prévues par la loi, il est interdit de mettre sous séquestre une exploitation agricole. Cette disposition a pour objet d'empêcher dans la mesure du possible la mise sous séquestre d'exploitations qui ont la capacité de surmonter les effets de la sécheresse et de revers économiques et qui se trouvent généralement dans des régions déterminées, permettant ainsi aux exploitants de poursuivre leurs activités dans le secteur agricole et d'empêcher l'accroissement du nombre des faillites agricoles, avec les effets défavorables qu'elles ont sur l'économie rurale dans ces régions.

Une "cellule de crise" a été établie à Pretoria dans le cadre de l'Office de crédit agricole dont les programmes de prêts existants ont permis de financer les cas qui avaient été identifiés par le biais du compte du Crédit agricole.

Les mesures prévues sont les suivantes:

Chaque fois que l'Office de crédit foncier décide de mettre une entreprise sous séquestre ou de préserver les actifs de l'exploitant, le cas est soumis à l'Office de crédit agricole qui a pour rôle de présenter un projet d'accord de règlement ou une solution négociée. Lorsque des créanciers ont demandé une mise sous séquestre, la procédure peut être arrêtée par voie de négociation entre le débiteur et le créancier; en cas d'échec, un règlement raisonnable peut être imposé en vertu de l'article 21 sur la protection.

Un règlement intervenant en application de l'article 22 facilite un plan de règlement ou une solution au regard de la loi.

Conformément aux recommandations de la Commission d'enquête sur la fourniture de services financiers aux zones rurales (Commission Strauss), le Département de l'agriculture n'aura plus, à partir de 1997, de rôle direct dans l'octroi de crédits. La mesure d'assistance dont il est question ici est déjà en voie d'élimination, des critères rigoureux étant appliqués lors de l'examen des demandes.

4) Coût de la mesure: 0,066 million de rand en 1995

5) Date d'entrée en vigueur: Exercice 1992/93

6) Période d'application: 1992/93 à 1997

7) Principaux produits bénéficiaires (si un ou plusieurs produits particuliers sont visés): Sans objet